

COMPTES PUBLICS

1990-1991

Volume 3

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS
SPÉCIAUX ET DU FONDS
RENOUVELABLE DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC

Année financière
terminée le 31 mars 1991

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1990/91,3
Ex. 01
QMDF

Québec 

9521
29
83
C438
1990/91, 3
Fv. 01
QMDP

COMPTES PUBLICS

1990-1991

**Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)**



Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS DES FONDS
SPÉCIAUX ET DU FONDS
RENOUVELABLE DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1991**



**Gouvernement du Québec
Ministère des Finances**

Ministère des Finances

Bibliothèque

Date : 92-01-06



ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-22099-4 (Édition complète)
ISBN 2-550-22097-8 (Volume 3)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1991
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991	
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles du Québec et Rapport du Vérificateur	7
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	10
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	14
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires et Rapport du Vérificateur	16
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	20
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	22
Fonds de la formation à distance et Rapport du Vérificateur	26
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	32
Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau et Rapport du Vérificateur	36
Fonds de reprographie gouvernementale et Rapport du Vérificateur	40
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	45
Fonds des fournitures et de l'ameublement et Rapport du Vérificateur	50
Fonds des services des Moyens de Communication et Rapport du Vérificateur	55
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	61
Fonds des services de télécommunications et Rapport du Vérificateur	63
Fonds des services informatiques et Rapport du Vérificateur	70
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	76
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	81
Fonds en fidéicommis et Rapport du Vérificateur	86
Fonds Les Publications du Québec et Rapport du Vérificateur	88
Fonds pour les équipements informatiques et Rapport du Vérificateur	94
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	97
ÉTATS FINANCIERS DU FONDS RENOUELABLE ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991	
Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental et Rapport du Vérificateur	103
DÉTAIL DES FOURNISSEURS DU FONDS RENOUELABLE	111

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.Q., 1990, c.13)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Primes	116 971 \$	122 109 \$
Revenus de placements (note 3)	201 329	205 067
Recouvrement de réclamations en exécution de garantie	—	11 727
	<u>318 300</u>	<u>338 903</u>
DÉPENSES		
Réclamation en exécution de garantie	—	11 057
	<u>—</u>	<u>11 057</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>318 300</u>	<u>327 846</u>
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	<u>2 081 031</u>	<u>1 753 185</u>
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>2 399 331 \$</u>	<u>2 081 031 \$</u>
BILAN au 31 mars 1991		

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Encaisse	36 424 \$	13 041 \$
Dépôts au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	152 630	179 332
Dépôts à participation (note 4)	2 271 676	1 954 307
	<u>2 460 730 \$</u>	<u>2 146 680 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>183 665 \$</u>	<u>183 665 \$</u>
PASSIF		
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
Primes perçues d'avance	61 399 \$	65 649 \$
Solde du fonds	2 399 331	2 081 031
	<u>2 460 730</u>	<u>2 146 680 \$</u>
FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)	<u>183 665 \$</u>	<u>183 665 \$</u>
POLICES DE GARANTIE (note 6)		

POUR LA RÉGIE

Gilles Prigent
Gilles Leblanc

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJETS

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, constituée par la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (1990, chapitre 13), a remplacé à compter du 12 septembre 1990 la Régie des marchés agricoles du Québec et en a continué les opérations.

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement des litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: Le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Polices de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30 et modifications).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait pour les producteurs.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Cependant, compte tenu du mode de financement prévu dans la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés et des interventions gouvernementales, aucune provision n'est établie pour réclamations éventuelles de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	188 339 \$	172 593 \$
Dépôt à vue	12 990	32 474
	<u>201 329 \$</u>	<u>205 067 \$</u>

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Nombre d'unités	2 758	2 360
Valeur marchande par unité	833,72 \$	803,61 \$
Coût d'acquisition des unités	2 271 676 \$	1 954 307 \$
Valeur marchande des unités	2 299 398 \$	1 896 527 \$

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances détient en fidéicomis, pour le compte de la Régie, des obligations du gouvernement du Canada et d'entités para-gouvernementales inscrites au bilan à leur valeur nominale, soit 163 665 \$ déposées par un marchand de lait et 20 000 \$ déposées par un centre régional de grains, aux fins de garantir leur solvabilité.

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur totalisaient 381 M\$ au 31 mars 1991 (384 M\$ au 31 mars 1990).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde du Fonds d'assurance-garantie de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1991, ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.s.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 16 août 1991

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Suramendes compensatoires	1 059 463 \$	180 924 \$
Contributions pénales	107 710	45 294
Contribution du gouvernement du Canada (note 4)		673 530
	<u>1 167 173</u>	<u>899 748</u>
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux centres d'aide	430 000	277 000
À un organisme communautaire	144 000	118 318
Contribution à un colloque	10 000	10 000
	<u>584 000</u>	<u>405 318</u>
Traitements et avantages sociaux	214 272	209 087
Frais de formation	1 090	598
Services professionnels	19 409	14 920
Frais de déplacement et colloques	17 785	10 545
Publicité	24 927	4 258
Téléphone	7 189	7 790
Fournitures et approvisionnement	6 536	4 632
Abonnements	994	1 134
Créances douteuses	189 756	-
Mobilier et équipement	8 928	19 949
Aménagement des locaux	220	29 626
Intérêts et frais bancaires	3 280	19 796
	<u>1 078 386</u>	<u>727 653</u>
REVENU NET	<u>88 787</u>	<u>172 095</u>
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>1 378 767</u>	<u>1 206 672</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>1 467 554 \$</u>	<u>1 378 767 \$</u>

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	385 737 \$	60 008 \$
Suramendes compensatoires à recevoir (note 3)	442 765	142 861
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	668 870	1 332 790
Frais payés d'avance	250	920
	<u>1 497 622 \$</u>	<u>1 536 579 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	30 068 \$	57 812 \$
Avance du gouvernement du Québec	—	100 000
	<u>30 068</u>	<u>157 812</u>
EXCÉDENT	<u>1 467 554</u>	<u>1 378 767</u>
	<u>1 497 622 \$</u>	<u>1 536 579 \$</u>

Christine Viens
Administrateur du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Jacques Chamberland
Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1991****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Opérations

Les contributions pénales sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Certaines dépenses de fonctionnement sont assumées par le gouvernement du Québec et ne sont pas présentées dans l'état des opérations et de l'excédent.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. SURAMENDES COMPENSATOIRES À RECEVOIR

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Suramendes à recevoir	632 521 \$	142 861 \$
Provision pour créances douteuses	189 756	—
	<u>442 765 \$</u>	<u>142 861 \$</u>

4. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le gouvernement du Canada a renouvelé, pour l'année financière 1990-1991, le protocole d'entente avec le gouvernement du Québec. Ce protocole prévoit le versement d'une contribution fédérale de 676 200 \$, soit à titre d'indemnisation aux victimes, soit au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels. La décision de verser ce montant au Fonds appartient au ministre de la Justice du Québec. À la date de préparation des états financiers, aucune décision n'avait été prise par le ministre de la Justice du Québec à cet effet.

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Dépenses:		
Traitements et avantages sociaux	6 454 \$	6 450 \$
Téléphone	7 189	7 790

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 11 juin 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	12 210 280 \$	10 102 446 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	<u>805 884</u>	<u>36 983</u>
	13 016 164	10 139 429
DÉPENSES		
Frais de garde	<u>11 332</u>	<u>13 925</u>
REVENU NET	13 004 832	10 125 504
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	3 676 931	8 083 004
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	(14 755 690)	(14 531 577)
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u>1 926 073 \$</u>	<u>3 676 931 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Encaisse	187 979 \$	887 474 \$
Intérêts courus	1 658 914	2 029 180
Placements (note 3)	<u>104 858 180</u>	<u>86 957 277</u>
	106 705 073 \$	89 873 931 \$
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	86 197 000 \$	91 000 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	30 262 000	1 615 000
Remboursements du principal des obligations	<u>(11 680 000)</u>	<u>(6 418 000)</u>
Solde à la fin	104 779 000	86 197 000
Revenus accumulés	<u>1 926 073</u>	<u>3 676 931</u>
	106 705 073 \$	89 873 931 \$

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été constitué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	78 172 000 \$	62 507 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>26 686 180</u>	<u>24 450 277</u>
	<u>104 858 180 \$</u>	<u>86 957 277 \$</u>

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 77 897 111 \$ (1990: 56 658 307 \$).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 9 septembre 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	26 973 623 \$	24 060 696 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	2 635 190	(194 710)
Gains (pertes) sur contrats à terme sur obligations	<u>1 437 120</u>	<u>(1 774 070)</u>
	<u>31 045 933</u>	<u>22 091 916</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	31 889	28 094
Commissions sur contrats à terme sur obligations	<u>9 990</u>	<u>17 532</u>
	<u>41 879</u>	<u>45 626</u>
REVENU NET	31 004 054	22 046 290
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	546 289	25 728 848
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	<u>(26 587 000)</u>	<u>(47 228 849)</u>
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u>4 963 343 \$</u>	<u>546 289 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Encaisse	662 445 \$	861 280 \$
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	-	399 200
Intérêts courus	4 571 828	4 780 407
Placements (note 3)	<u>244 059 200</u>	<u>188 437 842</u>
	<u>249 293 473 \$</u>	<u>194 478 729 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	29 130 \$	103 740 \$
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	<u>11 300</u>	<u>-</u>
	<u>40 430</u>	<u>103 740</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	193 828 700	217 138 700
Contributions du gouvernement du Québec	72 112 000	2 348 000
Remboursements du principal des obligations	<u>(21 651 000)</u>	<u>(25 658 000)</u>
Solde à la fin	244 289 700	193 828 700
Revenus accumulés	<u>4 963 343</u>	<u>546 289</u>
	<u>249 253 043</u>	<u>194 374 989</u>
	<u>249 293 473 \$</u>	<u>194 478 729 \$</u>
ENGAGEMENT (note 4)		

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires a été constitué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds suite aux fluctuations entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, le solde des fluctuations de la valeur de ce contrat est imputé aux opérations comme prime ou escompte sur achats et ventes de placements. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, ce solde est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	168 990 000 \$	186 489 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>75 069 200</u>	<u>1 948 842</u>
	<u>244 059 200 \$</u>	<u>188 437 842 \$</u>

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 167 810 987 \$ (1990: 170 637 924 \$).

4. ENGAGEMENT

Au 31 mars 1991, le Fonds s'est engagé, en vertu de contrats à terme, à acheter en juin 1991 des obligations du gouvernement du Canada pour un montant de 5 500 000 \$.

Des bons du trésor du Québec échéant le 9 mai 1991 totalisant 1 000 000 \$ ont été donnés en garantie de l'exécution de ces contrats.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts de commissions scolaires au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 11 septembre 1991

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	3 455 293 \$	1 361 122 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	<u>312 813</u>	<u>295 469</u>
	3 768 106	1 656 591
DÉPENSES		
Frais de garde	<u>5 376</u>	<u>2 593</u>
REVENU NET	3 762 730	1 653 998
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	4 477 986	2 823 988
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	<u>(1 002 000)</u>	<u>-</u>
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u>7 238 716 \$</u>	<u>4 477 986 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Encaisse	70 295 \$	94 816 \$
Intérêts courus	611 336	569 144
Placements (note 3)	<u>34 757 085</u>	<u>19 648 026</u>
	35 438 716 \$	20 311 986 \$
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	15 834 000 \$	6 268 000 \$
Contribution du gouvernement du Québec	<u>12 366 000</u>	<u>9 566 000</u>
Solde à la fin	28 200 000	15 834 000
Revenus accumulés	<u>7 238 716</u>	<u>4 477 986</u>
	<u>35 438 716 \$</u>	<u>20 311 986 \$</u>

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec est constitué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Obligations d'institutions d'enseignement et autres - à la valeur nominale	19 584 000 \$	17 989 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>15 173 085</u>	<u>1 659 026</u>
	<u>34 757 085 \$</u>	<u>19 648 026 \$</u>

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 19 587 876 \$ (1990: 16 342 403 \$).

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 5 septembre 1991

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991**

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	16 522 519 \$	10 232 876 \$
Primes et escomptes sur achats et ventes de placements	1 245 369	865 068
Gains (pertes) sur contrats à terme sur obligations	<u>2 343 820</u>	<u>(1 455 740)</u>
	<u>20 111 708</u>	<u>9 642 204</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	15 151	13 225
Commissions sur contrats à terme sur obligations	<u>14 646</u>	<u>14 550</u>
	<u>29 797</u>	<u>27 775</u>
REVENU NET	20 081 911	9 614 429
REVENUS ACCUMULÉS AU DÉBUT	1 085 280	1 264 133
REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (principal et intérêts)	<u>(18 568 380)</u>	<u>(9 793 282)</u>
REVENUS ACCUMULÉS À LA FIN	<u>2 598 811 \$</u>	<u>1 085 280 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Encaisse	555 850 \$	- \$
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	-	172 540
Intérêts courus	3 094 028	1 855 240
Placements (note 3)	<u>148 507 193</u>	<u>114 418 487</u>
	<u>152 157 071 \$</u>	<u>116 446 267 \$</u>
PASSIF		
Chèques en circulation moins encaisse	- \$	4 621 \$
Créditeurs	960	366
Dépôt sur contrats à terme sur obligations	<u>120 300</u>	<u>-</u>
	<u>121 260</u>	<u>4 987</u>
SOLDE DU FONDS		
Capital:		
Solde au début	115 356 000	78 393 000
Contributions du gouvernement du Québec	53 201 000	50 058 000
Remboursements du principal des obligations	<u>(19 120 000)</u>	<u>(13 095 000)</u>
Solde à la fin	149 437 000	115 356 000
Revenus accumulés	<u>2 598 811</u>	<u>1 085 280</u>
	<u>152 035 811</u>	<u>116 441 280</u>
	<u>152 157 071 \$</u>	<u>116 446 267 \$</u>
ENGAGEMENT (note 4)		

Administrateur du Fonds

Pierre Thivierge

Sous-Ministre des Finances

Claude Séguin

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été constitué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q. chapitre S-5 et modifications).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par un conseil régional, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout conseil régional ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les placements en obligations sont inscrits à leur valeur nominale. L'écart entre la valeur nominale et le coût d'acquisition ou le produit de disposition est porté aux revenus lors de l'acquisition ou de la disposition des placements. Les placements à court terme sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le solde des montants payés ou encaissés par le Fonds suite aux fluctuations entre la valeur initiale d'un contrat à terme sur obligations et sa valeur au 31 mars est comptabilisé, à titre de dépôt à l'actif ou au passif, le cas échéant.

Lorsqu'il y a exécution d'un contrat à terme et livraison d'obligations, le solde des fluctuations de la valeur de ce contrat est imputé aux opérations comme prime ou escompte sur achats et ventes de placements. Lorsqu'il y a liquidation d'un contrat sans livraison d'obligations, ce solde est imputé comme gain ou perte sur contrats à terme sur obligations.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. PLACEMENTS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Obligations d'établissements de santé et de services sociaux du Québec et autres - à la valeur nominale	128 967 000 \$	90 105 000 \$
Placements à court terme - au coût	<u>19 540 193</u>	<u>24 313 487</u>
	<u>148 507 193 \$</u>	<u>114 418 487 \$</u>

Au 31 mars 1991, la valeur marchande des obligations est de 130 170 520 \$ (1990: 83 147 334 \$).

4. ENGAGEMENT

Au 31 mars 1991, le Fonds s'est engagé, en vertu de contrats à terme, à acheter en juin 1991 des obligations du gouvernement du Canada pour un montant de 16 000 000 \$.

Des bons du trésor du Québec échéant le 9 mai 1991 totalisant 1 000 000 \$ ont été donnés en garantie de l'exécution de ces contrats.

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement du gouvernement du Québec afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Jean-Pierre Fortin, c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 11 septembre 1991

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE
(L.R.Q., c. M-15)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Inscriptions aux cours	2 810 235 \$	1 045 426 \$
Ventes de matériel didactique	1 744 048	1 595 516
Autres	976 466	386 296
	<u>5 530 749</u>	<u>3 027 238</u>
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	1 287 227	1 399 428
Achats de matériel didactique	919 968	1 166 371
Stocks à la fin (note 3)	(1 026 720)	(1 287 227)
	<u>1 180 475</u>	<u>1 278 572</u>
REVENU BRUT	<u>4 350 274</u>	<u>1 748 666</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 517 177	2 752 384
Services de transport et de communications	1 038 674	907 357
Services professionnels et administratifs	2 427 041	1 942 892
Loyer	427 312	443 004
Location d'équipement	18 038	23 328
Entretien et réparations	31 072	32 711
Fournitures	120 591	129 127
Acquisitions de matériel et d'équipement	29 125	56 577
Intérêts	38 051	17 139
Amortissement des immobilisations	175 604	162 335
Amortissement des frais reportés	120 500	—
Mauvaises créances	6 797	18 972
	<u>7 949 982</u>	<u>6 485 826</u>
PERTE AVANT SUBVENTION	<u>3 599 708</u>	<u>4 737 160</u>
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>4 545 300</u>	<u>4 324 107</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	<u>945 592</u>	<u>(413 053)</u>
DÉFICIT AU DÉBUT	<u>(413 053)</u>	<u>—</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	<u>532 539 \$</u>	<u>(413 053) \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	568 069 \$	399 232 \$
Débiteurs	1 295 106	641 026
Frais payés d'avance	33 475	20 000
Stocks (note 3)	1 076 395	1 320 154
	<u>2 973 045</u>	<u>2 380 412</u>
Immobilisations (note 4)	532 027	686 048
Frais reportés au coût amorti	241 010	361 510
	<u>3 746 082 \$</u>	<u>3 427 970 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	983 177 \$	1 299 470 \$
Obligations découlant d'un contrat de location- acquisition (note 5)	19 790	16 964
Revenus reportés	5 777	-
	<u>1 008 744</u>	<u>1 316 434</u>
Obligations découlant d'un contrat de location- acquisition (note 5)	13 032	32 822
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	2 191 767	2 491 767
	<u>3 213 543</u>	<u>3 841 023</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT)	532 539	(413 053)
	<u>3 746 082 \$</u>	<u>3 427 970 \$</u>

Ovila Gaudreault
Administrateur du Fonds de la
formation à distance

Michel Paquet
Sous-ministre de l'Éducation

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	945 592 \$	(413 053)\$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	175 604	162 335
Amortissement des frais reportés	120 500	—
	<u>1 241 696</u>	<u>(250 718)</u>
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	<u>(734 312)</u>	<u>395 162</u>
Liquidités provenant des activités d'exploitation	<u>507 384</u>	<u>144 444</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dû au Fonds consolidé du revenu	—	300 000
Remboursement au Fonds consolidé du revenu	(300 000)	—
Obligation découlant d'un contrat de location- acquisition	—	54 885
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	<u>(16 964)</u>	<u>(5 099)</u>
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	<u>(316 964)</u>	<u>349 786</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	<u>(21 583)</u>	<u>(94 998)</u>
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	<u>(21 583)</u>	<u>(94 998)</u>
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	<u>168 837</u>	<u>399 232</u>
ENCAISSE AU DÉBUT	<u>399 232</u>	<u>—</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>568 069 \$</u>	<u>399 232 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la formation à distance, fonds spécial constitué par la Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15), a pour objet le financement de biens et services reliés à la formation à distance. Le ministre de l'Éducation peut fournir, dans les domaines de sa compétence et moyennant considération, à toute personne ou organisme, des services reliés à la formation à distance et, à la demande d'un autre ministre, dans les domaines de compétence de ce dernier et moyennant considération, les mêmes services à toute personne ou organisme.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Éducation. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Le coût du stock de matériel didactique ne comprend que les coûts directs d'impression et n'inclut pas les coûts de conception, de développement et de rédaction des cours.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement dont le coût unitaire est de moins de 1 000 \$ sont imputées aux opérations alors que celles dont le coût unitaire dépasse 1 000 \$ sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Logiciels	33 1/3 %

Frais reportés

Les frais reportés représentent les frais de développement du cours "Français sans fautes" et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 33 1/3 %.

Contrat de location-acquisition

Lorsqu'au terme d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. STOCKS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Matériel didactique	1 026 720 \$	1 287 227 \$
Fournitures	49 675	32 927
	<u>1 076 395 \$</u>	<u>1 320 154 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	<u>Coût ou valeur attribuée</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement de bureautique et d'informatique	410 304 \$	155 086 \$	255 218 \$	321 514 \$
Mobilier et équipement de bureau	362 947	144 168	218 779	289 209
Logiciels	35 545	20 334	15 211	20 272
	<u>808 796</u>	<u>319 588</u>	<u>489 208</u>	<u>630 995</u>
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	61 170	18 351	42 819	55 053
	<u>869 966 \$</u>	<u>337 939 \$</u>	<u>532 027 \$</u>	<u>686 048 \$</u>

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

1992	23 510 \$
1993	13 714
Total des paiements minimums exigibles	<u>37 224</u>
Montant représentant les intérêts au taux de 15,50	(4 402)
	<u>32 822</u>
Versements échéant en deçà d'un an	19 790
	<u>13 032 \$</u>

6. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde dû suite au transfert de l'actif net de la Direction des cours par correspondance et formation à distance du ministère de l'Éducation, sans intérêt dont les modalités de paiement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	2 191 767 \$	2 191 767 \$
Avance consentie à titre de fonds de roulement	—	300 000
	<u>2 191 767 \$</u>	<u>2 491 767 \$</u>

FONDS DE LA FORMATION À DISTANCE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

7. TRANSACTIONS DE L'EXERCICE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Revenus		
Inscriptions aux cours	370 000 \$	- \$
Autres revenus	300 000	300 000
Dépenses		
Services de transport et de communications	233 078	206 693
Services professionnels et administratifs	100 000	-
Loyer	427 312	443 004

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la formation à distance au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Ma vérification du stock de matériel didactique, évalué à 1 287 227 \$ au 31 mars 1990, m'a permis de constater des lacunes importantes lors de l'inventaire physique à cette date et je n'ai pas été en mesure de vérifier adéquatement la quantité et la valeur des articles. Puisque le stock d'ouverture est l'un des éléments qui servent à établir les résultats des opérations, je n'ai pu déterminer si certains redressements, portant sur le coût des marchandises vendues et sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1991 paraissant à l'état des opérations et de l'excédent auraient été nécessaires.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements dont il est question au paragraphe précédent, que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier adéquatement le stock de matériel didactique au 31 mars 1990, l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière présentent fidèlement, à tous égards importants, les résultats des opérations et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'année financière terminée le 31 mars 1991 selon les conventions comptables énoncées à la note 2. De plus, à mon avis, le bilan présente fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 selon ces conventions comptables. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 2 juillet 1991

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Droits, permis et ventes diverses (note 3)	5 750 176 \$	4 830 770 \$
Intérêts sur dépôts bancaires	<u>63 407</u>	<u>156 108</u>
	<u>5 813 583</u>	<u>4 986 878</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 374 125	3 655 378
Honoraires professionnels	2 783 782	5 784 193
Voyages, messagerie et publicité	82 958	139 761
Entretien et réparations	118 001	129 605
Locations d'équipement et de matériel roulant	17 403	26 873
Fournitures et approvisionnement	183 725	296 208
Intérêts et frais bancaires	195 951	128 655
Amortissement de l'équipement	<u>176 746</u>	<u>161 740</u>
	<u>6 932 691</u>	<u>10 322 413</u>
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS	1 119 108	5 335 535
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>2 640 300</u>	<u>2 702 400</u>
EXCÉDENT DE LA SUBVENTION ET DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	1 521 192	(2 633 135)
(DÉFICIT) EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>(2 300 557)</u>	<u>332 578</u>
DÉFICIT À LA FIN	<u>(779 365) \$</u>	<u>(2 300 557) \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Encaisse	44 571 \$	302 050 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du		
gouvernement du Québec	271 004	-
Autres	<u>1 236</u>	<u>6 627</u>
	<u>316 811</u>	<u>308 677</u>
Équipement	883 730	808 700
Moins : Amortissement accumulé	<u>775 566</u>	<u>598 820</u>
	<u>108 164</u>	<u>209 880</u>
	<u>424 975 \$</u>	<u>518 557 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs		
Ministères et organismes du		
gouvernement du Québec	- \$	244 426 \$
Autres	104 340	874 688
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	<u>1 100 000</u>	<u>1 700 000</u>
	<u>1 204 340</u>	<u>2 819 114</u>
DÉFICIT	<u>(779 365)</u>	<u>(2 300 557)</u>
	<u>424 975 \$</u>	<u>518 557 \$</u>

Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Guy Morneau
Sous-Ministre associé aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, institué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux.

Ce Fonds est administré par le ministère des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Équipement

Les acquisitions d'équipement de 1 000 \$ et plus, sur la base d'une unité distincte, sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Honoraires professionnels

Les honoraires professionnels comprennent les comptes payés dans les 60 jours suivant le 31 mars pour des services rendus avant cette date.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

Les frais de communications téléphoniques et de location d'espaces, défrayés à même les crédits de différents ministères du Gouvernement, ne sont pas présentés dans l'état des opérations et du déficit.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. DROITS, PERMIS ET VENTES DIVERSES

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Droits et permis perçus par les régistrateurs du ministère de la Justice	4 042 500 \$	3 871 479 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	<u>1 707 676</u>	<u>959 291</u>
	<u>5 750 176 \$</u>	<u>4 830 770 \$</u>

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Ces avances portent intérêt au taux moyen des obligations de la province de Québec et viennent à échéance en 1995.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Revenus		
Subvention du gouvernement du Québec	2 640 300 \$	2 702 400 \$
Autres - biens et services	5 810 635	4 986 295
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux	3 358 754	3 639 316
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	190 426	125 140
Autres	121 520	212 904

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 16 août 1991

**FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU
(L.R.Q., c. M-23.01)**

**OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991**

	<u>1991</u> (12 mois)	<u>1990</u> (6 mois)
REVENUS	<u>1 935 079 \$</u>	<u>648 966 \$</u>
COÛT DES PIÈCES UTILISÉES		
Stocks au début	355 022	343 197
Achats	<u>1 115 867</u>	<u>305 927</u>
	1 470 889	649 124
Stocks à la fin	<u>419 192</u>	<u>355 022</u>
	<u>1 051 697</u>	<u>294 102</u>
REVENU BRUT	883 382	354 864
REVENUS D'INTÉRÊTS	<u>1 555</u>	<u>22 468</u>
	<u>884 937</u>	<u>377 332</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	691 645	361 338
Honoraires professionnels	1 592	2 866
Services de transport	27 899	11 347
Fournitures et approvisionnements	16 622	6 968
Communication	13 089	5 719
Loyers	69 132	30 807
Frais de formation	8 793	6 238
Intérêts et frais bancaires	57 012	7 723
Amortissement des immobilisations	<u>10 396</u>	<u>5 671</u>
	<u>896 180</u>	<u>438 677</u>
PERTE AVANT SUBVENTION	11 243	61 345
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>90 000</u>	<u>81 200</u>
REVENU NET	78 757	19 855
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>19 855</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>98 612 \$</u>	<u>19 855 \$</u>

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	9 400 \$	- \$
Débiteurs - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	710 461	229 041
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	-	11 200
Stocks	<u>419 192</u>	<u>355 022</u>
	1 139 053	595 263
Immobilisations (note 3)	<u>46 053</u>	<u>23 125</u>
	<u>1 185 106 \$</u>	<u>618 388 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	- \$	21 695 \$
Créditeurs et frais courus	366 483	115 008
Revenus reportés	<u>33 461</u>	<u>24 178</u>
	399 944	160 881
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	<u>686 550</u>	<u>437 652</u>
EXCÉDENT	<u>98 612</u>	<u>19 855</u>
	<u>1 185 106 \$</u>	<u>618 388 \$</u>

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds d'entretien et
de réparation des machines de bureau

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de rendre des services d'entretien et de réparation de machines de bureau ainsi que des services connexes à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement informatique	33 1/3 %
Équipement de mesure électronique	20 %
Véhicules	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement informatique	1 957 \$	272 \$	1 685 \$	- \$
Équipement de mesure électronique	5 641	1 558	4 083	3 218
Véhicules	<u>54 521</u>	<u>14 236</u>	<u>40 285</u>	<u>19 907</u>
	<u>62 119 \$</u>	<u>16 066 \$</u>	<u>46 053 \$</u>	<u>23 125 \$</u>

4. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Avances, portant intérêts au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	686 550 \$	402 500 \$
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour l'entretien des machines de bureau, sans intérêts durant les 12 premiers mois d'opération du Fonds et sans modalités de remboursement	-	<u>35 152</u>
	<u>686 550 \$</u>	<u>437 652 \$</u>

FONDS D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATION DES MACHINES DE BUREAU

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>
REVENUS	1 860 668 \$
DÉPENSES	
Traitements et avantages sociaux	691 645
Services de transport	27 841
Fournitures et approvisionnements	15 450
Communication	13 089
Loyers	69 132
Frais de formation	8 793
Intérêts et frais bancaires	57 012

6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'entretien et de réparation des machines de bureau du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 13 août 1991

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u> (12 mois)	<u>1990</u> (6 mois)
REVENUS	<u>7 980 074 \$</u>	<u>3 552 995 \$</u>
COÛT DU MATÉRIEL UTILISÉ		
Stocks au début	290 448	288 907
Achats	<u>1 400 913</u>	<u>705 113</u>
	1 691 361	994 020
Stocks à la fin	<u>330 178</u>	<u>290 448</u>
	<u>1 361 183</u>	<u>703 572</u>
REVENU BRUT	<u>6 618 891</u>	<u>2 849 423</u>
GAINS SUR ALIÉNATIONS D'IMMOBILISATIONS	<u>8 124</u>	<u>14 192</u>
	<u>6 627 015</u>	<u>2 863 615</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	3 221 865	1 584 013
Services de transport et de communication	78 195	45 363
Services professionnels, administratifs et autres	83 342	6 045
Entretien d'équipement	1 438 879	701 084
Loyers	719 839	310 166
Location d'équipement	395 127	193 310
Fournitures et approvisionnements	67 421	28 120
Intérêts et frais bancaires	103 603	21 556
Amortissement des immobilisations	156 509	81 811
Frais de formation	<u>8 279</u>	<u>3 498</u>
	<u>6 273 059</u>	<u>2 974 966</u>
REVENU NET (PERTE NETTE) AVANT SUBVENTION	<u>353 956</u>	<u>(111 351)</u>
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>-</u>	<u>342 700</u>
REVENU NET	<u>353 956</u>	<u>231 349</u>
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>231 349</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>585 305 \$</u>	<u>231 349 \$</u>

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 321 477 \$	1 730 658 \$
Autres	4 185	839
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	-	58 700
Frais payés d'avance	4 500	3 650
Stocks	<u>330 178</u>	<u>290 448</u>
	2 660 340	2 084 295
Immobilisations (note 3)	<u>485 667</u>	<u>553 793</u>
	<u>3 146 007 \$</u>	<u>2 638 088 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	17 558 \$	7 300 \$
Créditeurs et frais courus		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	593 793	569 336
Autres	652 143	667 435
Versements sur la dette à long terme (note 4)	<u>4 908</u>	<u>13 760</u>
	1 268 402	1 257 831
Dette à long terme (note 4)	-	4 908
Avances du Fonds consolidé du Revenu (note 5)	<u>1 292 300</u>	<u>1 144 000</u>
	2 560 702	2 406 739
EXCÉDENT	<u>585 305</u>	<u>231 349</u>
	<u>3 146 007 \$</u>	<u>2 638 088 \$</u>

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds de reprographie
gouvernementale

Clermont Gignac
Sous-ministre des Approvisionnements et Services

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de reprographie gouvernementale, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de défrayer les coûts relatifs aux travaux de reprographie effectués dans les ateliers du ministère des Approvisionnement et Services pour le compte des ministères et organismes du Gouvernement. Les recettes provenant de la vente de ces travaux sont versées au Fonds et réutilisées aux mêmes fins.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnement et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1er octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de transformation	20 et 10 %
Équipement de bureau et informatique	33 1/3 %
Véhicules	33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>		<u>1990</u>
<u>Coût ou valeur attribuée</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement de transformation	566 049 \$	164 476 \$	401 573 \$
Équipement de bureau et informatique	56 638	32 740	23 898
Véhicules	11 086	8 879	2 207
Améliorations locatives	<u>84 657</u>	<u>26 668</u>	<u>57 989</u>
	<u>718 430 \$</u>	<u>232 763 \$</u>	<u>485 667 \$</u>
			<u>553 793 \$</u>

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. DETTE À LONG TERME

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Effets à payer, garantis par des équipements de transformation d'une valeur comptable de 18 385 \$, 10,25 %, échéant en juillet 1991, remboursables par versements mensuels en capital et intérêts de 1 253 \$	4 908 \$	18 668 \$
Versements échéant en deçà d'un an	<u>4 908</u>	<u>13 760</u>
	<u>- \$</u>	<u>4 908 \$</u>

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances portant intérêts au taux préférentiel bancaire et venant à échéance en 1999.

6. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS	7 910 306 \$	3 508 992 \$
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 221 865	1 584 013
Services de transport et de communication	32 920	22 363
Services professionnels, administratifs et autres	42 800	-
Entretien d'équipement	2 738	3 832
Loyers	719 839	310 166
Fournitures et approvisionnements	11 901	3 367
Intérêts et frais bancaires	102 295	20 491

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

FONDS DE REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds de reprographie gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 19 juillet 1991

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES
(L.R.Q., c. A-10)
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS
REVENUS D'INTÉRÊTS ET SOLDE À VERSER
AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1991**

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde au début	11 404 \$	14 715 \$
Revenus d'intérêts	11 084	11 404
Remise au Fonds consolidé du revenu	(11 404)	(14 715)
Solde à la fin	<u>11 084 \$</u>	<u>11 404 \$</u>

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

**REVENUS ET DÉPENSES ET REVENUS ACCUMULÉS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991**

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>détaillants</u>	<u>Grossistes</u>	<u>Total</u>	<u>Total</u>
Revenus d'intérêts	412 346 \$	422 580 \$	834 926 \$	698 779 \$
Contributions annulées	<u>66 272</u>	<u>195 085</u>	<u>261 357</u>	<u>-</u>
	<u>478 618</u>	<u>617 665</u>	<u>1 096 283</u>	<u>698 779</u>
Réclamations et frais de fiducie	272 576	245 815	518 391	170 377
Frais d'administration - gouvernement du Québec	<u>19 719</u>	<u>13 768</u>	<u>33 487</u>	<u>31 953</u>
	<u>292 295</u>	<u>259 583</u>	<u>551 878</u>	<u>202 330</u>
Revenu net	186 323	358 082	544 405	496 449
Revenus accumulés au début	<u>784 782</u>	<u>1 123 459</u>	<u>1 908 241</u>	<u>1 411 792</u>
Revenus accumulés à la fin	<u>971 105 \$</u>	<u>1 481 541 \$</u>	<u>2 452 646 \$</u>	<u>1 908 241 \$</u>

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	103 377 \$	69 343 \$
Dépôts à court terme - au coût	75 000	50 000
Intérêts courus	1 407	1 151
Obligations et bons du trésor reçus en dépôt (valeur de réalisation: 740 402 \$; 1990: 716 449 \$)	<u>751 000</u>	<u>740 250</u>
	<u>930 784 \$</u>	<u>860 744 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	94 573 \$	102 291 \$
Dépôts à court terme - au coût	6 925 000	6 100 000
Intérêts courus	<u>57 184</u>	<u>69 918</u>
	<u>7 076 757 \$</u>	<u>6 272 209 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	919 700 \$	849 340 \$
Solde des intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu	<u>11 084</u>	<u>11 404</u>
	<u>930 784 \$</u>	<u>860 744 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Réclamations et frais de fiducie à payer	402 521 \$	124 021 \$
Contributions de base (note 4)	4 221 590	4 239 947
Avoir du fonds:		
Revenus accumulés	<u>2 452 646</u>	<u>1 908 241</u>
	<u>7 076 757 \$</u>	<u>6 272 209 \$</u>
ÉVENTUALITÉS (note 5)		

La Présidente de l'Office de
la protection du consommateur

Marie Bédard

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10 et modifications) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus d'intérêts provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES**Revenus et dépenses des fonds**

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations et bons du trésor reçus en dépôt

Les obligations et bons du trésor reçus en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrés à leur valeur nominale.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde au début	849 340 \$	592 431 \$
Dépôts de cautionnements	<u>301 347</u>	<u>466 755</u>
	<u>1 150 687</u>	<u>1 059 186</u>
Réclamations	41 987	67 446
Remises de cautionnements	69 000	92 400
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	<u>120 000</u>	<u>50 000</u>
	<u>230 987</u>	<u>209 846</u>
Solde à la fin	<u>919 700 \$</u>	<u>849 340 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 22 630 000 \$ au 31 mars 1991 (18 080 000 \$ au 31 mars 1990). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Détaillants		
Solde au début	2 255 118 \$	2 039 489 \$
Contributions reçues	242 500	296 500
Contributions remboursées	(160 250)	(80 871)
Contributions annulées virées aux revenus	<u>(66 272)</u>	<u>-</u>
Solde à la fin	<u>2 271 096</u>	<u>2 255 118</u>
Grossistes		
Solde au début	1 984 829	1 791 980
Contributions reçues	220 750	250 000
Contributions remboursées	(60 000)	(57 151)
Contributions annulées virées aux revenus	<u>(195 085)</u>	<u>-</u>
Solde à la fin	<u>1 950 494</u>	<u>1 984 829</u>
Solde à la fin - détaillants et grossistes	<u>4 221 590 \$</u>	<u>4 239 947 \$</u>

5. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant environ 285 750 \$ ont été intentées contre le procureur général du Québec en rapport avec le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et l'Office de la Protection du consommateur par des créanciers d'agences de voyage. Les requérants demandent d'être indemnisés en vertu des cautionnements individuels et collectifs prévus à la Loi sur les agents de voyage et à ses règlements.

En rapport avec ces poursuites devant les tribunaux, tout paiement résultant du dénouement de ces poursuites sera porté aux résultats de l'exercice alors en cours.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1991 ainsi que l'état des revenus d'intérêts et solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et des revenus accumulés du Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, f.c.a.

Québec, le 31 mai 1991

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u> (12 mois)	<u>1990</u> (6 mois)
VENTES	<u>23 610 362</u> \$	<u>9 853 671</u> \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES		
Stocks au début	3 166 789	2 501 503
Achats	<u>19 063 569</u>	<u>8 881 541</u>
	22 230 358	11 383 044
Stocks à la fin	<u>2 210 233</u>	<u>3 166 789</u>
	<u>20 020 125</u>	<u>8 216 255</u>
REVENU BRUT	<u>3 590 237</u>	<u>1 637 416</u>
AUTRES REVENUS		
Escomptes au comptant sur achats	228 841	116 557
Divers	<u>8 229</u>	<u>3 946</u>
	<u>237 070</u>	<u>120 503</u>
	<u>3 827 307</u>	<u>1 757 919</u>
FRAIS D'OPÉRATION		
Traitements	1 139 071	576 732
Avantages sociaux	91 911	44 799
Loyers	699 478	343 957
Services de transport - ameublement	385 848	170 022
Services de transport et de communication	278 952	106 324
Fournitures et approvisionnements	66 848	35 319
Entretien et réparations	22 874	4 834
Services professionnels, administratifs et autres	98 596	37 963
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	568 657	90 585
Amortissement des immobilisations	<u>31 127</u>	<u>13 621</u>
	<u>3 383 362</u>	<u>1 424 156</u>
REVENU NET	443 945	333 763
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>333 763</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>777 708</u> \$	<u>333 763</u> \$

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	110 088 \$	38 495 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	-	10 889
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	4 214 307	2 965 850
Autres	713 915	361 613
Stocks	<u>2 210 233</u>	<u>3 166 789</u>
	7 248 543	6 543 636
Immobilisations (note 3)	<u>200 279</u>	<u>208 258</u>
	<u>7 448 822 \$</u>	<u>6 751 894 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	580 285 \$	624 992 \$
Autres	851 382	654 426
Taxe de vente	6 794	223 423
Intérêts courus	<u>137 653</u>	<u>90 585</u>
	1 576 114	1 593 426
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	<u>5 095 000</u>	<u>4 824 705</u>
	6 671 114	6 418 131
EXCÉDENT	<u>777 708</u>	<u>333 763</u>
	<u>7 448 822 \$</u>	<u>6 751 894 \$</u>

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds des
fournitures et de l'ameublement

Clermont Gignac
Sous-Ministre des Approvisionnements
et Services

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des fournitures et de l'ameublement, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01), a pour objet de fournir, moyennant considération, des services d'approvisionnement en fournitures de bureau et de laboratoire, en formulaires et en ameublement à des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services.

Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks de fournitures et d'ameublement de bureau sont évalués au dernier coût d'acquisition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement informatique	20 %
Matériel de manutention	10 %
Matériel d'entrepôt	10 %
Mobilier de bureau	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement informatique	48 344 \$	10 318 \$	38 026 \$	33 280 \$
Matériel de manutention	59 961	8 314	51 647	49 210
Matériel d'entrepôt	97 448	14 334	83 114	90 421
Mobilier de bureau	<u>39 274</u>	<u>11 782</u>	<u>27 492</u>	<u>35 347</u>
	<u>245 027 \$</u>	<u>44 748 \$</u>	<u>200 279 \$</u>	<u>208 258 \$</u>

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

4. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Avances, portant intérêts au taux préférentiel bancaire et échéant en 1999	5 095 000 \$	4 615 000 \$
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des fournitures et de l'ameublement, sans intérêts durant les douze premiers mois d'opération du Fonds et sans modalités de remboursement	-	209 705
	<u>5 095 000 \$</u>	<u>4 824 705 \$</u>

5. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>
REVENUS	20 297 515 \$
DÉPENSES	
Achats	285 489
Traitements et avantages sociaux	1 230 982
Loyers	699 478
Services de transport et de communication	177 125
Fournitures et approvisionnements	66 848
Entretien et réparations	9 368
Services professionnels, administratifs et autres	23 430
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	568 657

6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

FONDS DES FOURNITURES ET DE L'AMEUBLEMENT**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds des fournitures et de l'ameublement du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 31 juillet 1991

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Services de placement médias (note 3)	11 380 293 \$	8 267 191 \$
Services d'audiovisuel et exposition	945 262	-
Services de traduction	<u>933 650</u>	<u>-</u>
	<u>13 259 205</u>	<u>8 267 191</u>
COÛT DES SERVICES RENDUS (note 4)		
Services de placement médias	10 773 156	7 274 804
Services d'audiovisuel et exposition	1 839 439	-
Services de traduction	<u>1 218 319</u>	<u>-</u>
	<u>13 830 914</u>	<u>7 274 804</u>
(PERTE BRUTE) REVENU BRUT	(571 709)	992 387
REVENUS D'INTÉRÊTS	<u>-</u>	<u>206 744</u>
	<u>(571 709)</u>	<u>1 199 131</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 575 877	228 760
Entretien et réparations	50 332	106
Fournitures et approvisionnements	133 384	23 176
Intérêts sur avances du		
Fond consolidé du revenu	207 574	16 988
Location d'équipement	22 037	2 878
Loyers	757 050	23 002
Services informatiques	27 055	21 112
Services professionnels	41 326	-
Transports et communication	154 891	9 151
Amortissement des immobilisations	104 454	22 097
Divers	<u>24 133</u>	<u>391</u>
	<u>3 098 113</u>	<u>347 661</u>
(PERTE) REVENU AVANT SUBVENTION	(3 669 822)	851 470
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>2 647 650</u>	<u>-</u>
(PERTE NETTE) REVENU NET	(1 022 172)	851 470
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>851 470</u>	<u>-</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN	<u>(170 702)\$</u>	<u>851 470 \$</u>

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	14 577 \$	192 576 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	2 456 802	1 218 236
Autres	<u>78 707</u>	<u>65 034</u>
	2 550 086	1 475 846
Immobilisations (note 5)	<u>411 564</u>	<u>76 604</u>
	<u>2 961 650 \$</u>	<u>1 552 450 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	364 692 \$	55 499 \$
Autres	1 251 117	640 081
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>1 200 000</u>	<u>-</u>
	2 815 809	695 580
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	<u>316 543</u>	<u>5 400</u>
	3 132 352	700 980
(DÉFICIT) EXCÉDENT	<u>(170 702)</u>	<u>851 470</u>
	<u>2 961 650 \$</u>	<u>1 552 450 \$</u>
François C. Reny Administrateur du Fonds des moyens de communication		
Jacques Pigeon Sous-ministre des Communications		

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(1 022 172)\$	851 470 \$
Élément sans incidence sur les liquidités: Amortissement des immobilisations	<u>104 454</u> (917 718)	<u>22 097</u> 873 567
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	<u>(332 010)</u>	<u>404 623</u>
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(1 249 728)	1 278 190
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	1 200 000	-
Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu	-	(2 400 000)
Dû au Fonds consolidé du revenu suite au transfert d'immobilisations	311 143	-
Remboursement des sommes dues au Fonds consolidé du revenu	<u>-</u>	<u>(209 814)</u>
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	<u>1 511 143</u>	<u>(2 609 814)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement: Acquisitions d'immobilisations	<u>(439 414)</u>	<u>(27 493)</u>
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(177 999)	(1 359 117)
ENCAISSE AU DÉBUT	<u>192 576</u>	<u>1 551 693</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>14 577 \$</u>	<u>192 576 \$</u>

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des moyens de communication, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet de défrayer les coûts afférents à la diffusion de l'information et de la publicité gouvernementales pour le compte des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Le Fonds offre également depuis le 1^{er} avril 1990, en plus du placement médias, des services en audiovisuel, en exposition, photographie, publicité et traduction.

En vertu d'une modification à sa loi constitutive, ce Fonds est désigné, depuis le 21 novembre 1990, sous le nom Fonds des moyens de communication au lieu de Fonds des services de placement médias. De plus, au 1^{er} avril 1990, les immobilisations utilisées par les services de l'audiovisuel, des expositions, de la photographie, de la publicité et de la traduction du ministère des Communications ont été transférées par le gouvernement du Québec au Fonds des moyens de communication.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds par le gouvernement du Québec sont inscrites à la valeur attribuée par ce dernier. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement	20 %
Logiciels	33 1/3 %
Mobilier	20 %
Véhicules	33 1/3 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et elle n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. REVENUS - SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Publicité	12 371 226 \$	8 752 075 \$
Honoraires et autres frais	<u>293 390</u>	<u>263 775</u>
	12 664 616	9 015 850
Moins:		
Escomptes accordés aux clients	<u>1 284 323</u>	<u>748 659</u>
	<u>11 380 293 \$</u>	<u>8 267 191 \$</u>

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

4. COÛT DES SERVICES RENDUS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
SERVICES DE PLACEMENT MÉDIAS		
Publicité	12 099 991 \$	8 114 444 \$
Honoraires et autres frais	<u>291 780</u>	<u>264 336</u>
	12 391 771	8 378 780
Moins:		
Escomptes obtenus des fournisseurs	<u>1 618 615</u>	<u>1 103 976</u>
	<u>10 773 156 \$</u>	<u>7 274 804 \$</u>
SERVICES D'AUDIOVISUEL ET EXPOSITION		
Traitement et avantages sociaux	1 332 033 \$	
Fournitures	78 581	
Services professionnels	250 610	
Location d'emplacement	116 431	
Frais de déplacement	<u>61 784</u>	
	<u>1 839 439 \$</u>	
SERVICES DE TRADUCTION		
Traitement et avantages sociaux	648 389 \$	
Fournitures	251	
Services professionnels	561 246	
Frais de déplacement	<u>8 433</u>	
	<u>1 218 319 \$</u>	

5. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement	324 453 \$	67 089 \$	257 364 \$	54 238 \$
Logiciels	32 195	13 318	18 877	11 784
Mobilier	124 592	27 196	97 396	10 582
Véhicules	<u>56 875</u>	<u>18 948</u>	<u>37 927</u>	-
	<u>538 115 \$</u>	<u>126 551 \$</u>	<u>411 564 \$</u>	<u>76 604 \$</u>

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances sous forme de crédit rotatif, d'un montant maximal de 3 M\$, consenties à titre de fonds de roulement venant à échéance le 31 mars 1999 et portant intérêt au taux préférentiel bancaire.

7. Dû AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde dû suite au transfert d'immobilisations du ministère des Communications, sans intérêt dont les modalités de remboursement ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	<u>316 543 \$</u>	<u>5 400 \$</u>

FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

8. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Revenus		
Subventions du gouvernement du Québec	2 647 650 \$	- \$
Autres - biens et services	12 752 274	7 887 126
Dépenses		
Traitement et avantages sociaux	3 543 338	221 891
Intérêts sur avances du Fonds consolidé	207 574	16 988
Autres	946 285	51 323
Immobilisations		
Valeur brute	<u>316 543 \$</u>	<u>5 400 \$</u>
Valeur nette	<u>244 582 \$</u>	<u>4 320 \$</u>

9. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des moyens de communication du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations et l'état de l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 2 août 1991

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions		
Des employeurs	2 641 408	2 468 893
Du Fonds consolidé du revenu	<u>1 114 228</u>	<u>988 821</u>
	<u>3 755 636</u>	<u>3 457 714</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régime d'assurance-maladie	2 434 932	2 223 267
Services hospitaliers	<u>1 320 704</u>	<u>1 234 447</u>
	<u>3 755 636</u>	<u>3 457 714</u>

BILAN
au 31 mars 1991
(en milliers de dollars)

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	108 403	106 057
Du Fonds consolidé du revenu	<u>183 551</u>	<u>150 791</u>
	<u>291 954</u>	<u>256 848</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	237 753	203 820
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	<u>54 201</u>	<u>53 028</u>
	<u>291 954</u>	<u>256 848</u>

Le Sous-ministre des Finances,
Claude Séguin

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1991****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5 et modifications), a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Le Fonds est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1er avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. INTÉGRATION AUX ÉTATS FINANCIERS ANNUELS DU GOUVERNEMENT

Les comptes du Fonds sont intégrés aux états financiers annuels du gouvernement du Québec.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 7 août 1991

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS	104 808 263 \$	101 340 355 \$
COÛT (incluant l'amortissement des immobilisations de télécommunications de 2 360 403 \$; 1990: 2 203 368 \$)	<u>95 667 761</u>	<u>95 697 486</u>
REVENU BRUT	9 140 502	5 642 869
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 3)	<u>5 687 513</u>	<u>5 860 231</u>
REVENU (PERTE) AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	3 452 989	(217 362)
REMISE D'UN FOURNISSEUR	<u>-</u>	<u>1 864 741</u>
REVENU NET	3 452 989	1 647 379
EXCÉDENT (DÉFICIT) AU DÉBUT	<u>1 459 523</u>	<u>(187 856)</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>4 912 512 \$</u>	<u>1 459 523 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	3 452 989 \$	1 647 379 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	2 598 759	2 412 542
Perte sur aliénation d'immobilisations	<u>474 206</u>	<u>-</u>
	6 525 954	4 059 921
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	<u>6 693 610</u>	<u>(1 546 017)</u>
Liquidités provenant des activités d'exploitation	<u>13 219 564</u>	<u>2 513 904</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(250 000)	-
Remboursements des avances du Fonds consolidé du revenu	(9 300 000)	(1 000 000)
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	-	(71 798)
Conversion de l'apport du gouvernement en dette à long terme:		
Apport du gouvernement du Québec	-	(11 145 952)
Dû au Fonds consolidé du revenu	<u>-</u>	<u>11 145 952</u>
Liquidités utilisées pour les activités de financement	<u>(9 550 000)</u>	<u>(1 071 798)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(2 282 463)	(2 873 223)
Subvention du gouvernement du Canada comptabilisée en diminution des acquisitions d'immobilisations	323 250	472 179
Produit d'aliénation d'immobilisations	<u>45 480</u>	<u>-</u>
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	<u>(1 913 733)</u>	<u>(2 401 044)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	1 755 831	(958 938)
LIQUIDITÉS (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) AU DÉBUT	<u>(229 830)</u>	<u>729 108</u>
LIQUIDITÉS (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) À LA FIN	<u>1 526 001 \$</u>	<u>(229 830)\$</u>

Les liquidités comprennent l'encaisse et le placement temporaire diminués des chèques en circulation.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Placement temporaire - au coût	1 800 000 \$	- \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	12 099 115	17 131 003
Autres	2 198 804	2 164 878
Subventions à recevoir du gouvernement du Canada (note 4)	<u>1 500 000</u>	<u>1 500 000</u>
	17 597 919	20 795 881
Immobilisations (note 5)	<u>10 386 580</u>	<u>11 545 812</u>
	<u>27 984 499 \$</u>	<u>32 341 693 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	273 999 \$	229 830 \$
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	10 350 057	8 673 684
Autres	143 541	331 627
Revenus reportés	724 993	535 974
Avances du Fonds consolidé du revenu	-	9 300 000
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>250 000</u>	<u>250 000</u>
	11 742 590	19 321 115
Revenus reportés	683 445	665 103
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>10 645 952</u>	<u>10 895 952</u>
	<u>23 071 987</u>	<u>30 882 170</u>
AVOIR DU FONDS		
Excédent	<u>4 912 512</u>	<u>1 459 523</u>
	<u>27 984 499 \$</u>	<u>32 341 693 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 7)		

Éric Martin
Administrateur du Fonds des services de
télécommunications

Brigitte Bourque
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des services de télécommunications, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objets de fournir, moyennant considération:

- Des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;
- Des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût.

Les subventions reçues à l'égard des immobilisations sont comptabilisées en diminution du coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de radiocommunications	10 % et 20 %
Équipement de communications informatiques	20 % et 33 %
Équipement de bureautique et d'informatique	20 %
Équipement de communications téléphoniques	10 %
Infrastructures de radiocommunications	5 %
Matériel roulant	33 %
Mobilier de bureau	20 %
Améliorations locatives	20 %

Revenus reportés

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques et téléphoniques sont reportés et imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1991	1990
Traitements et avantages sociaux	2 545 509 \$	2 505 230 \$
Honoraires professionnels	337 139	471 738
Recherche et développement	1 606 371	1 323 759
Voyages et messageries	222 444	238 212
Traitement informatique et développement	76 514	71 123
Frais de formation	60 603	69 420
Loyers	340 391	324 426
Location d'équipement	34 308	37 422
Entretien et réparations	48 035	102 267
Fournitures	116 997	149 501
Publicité	49 553	68 070
Abonnements et cotisations	42 417	43 916
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	330 256	1 189 535
Intérêts sur contrat de location-acquisition	-	3 670
Autres intérêts	539	9 034
Amortissement de l'équipement de bureautique et d'informatique	170 030	156 509
Amortissement du mobilier de bureau	44 937	42 085
Amortissement des améliorations locatives	23 389	10 580
Perte sur aliénation d'immobilisations	474 206	-
	6 523 638	6 816 497
Moins:		
Subvention du gouvernement du Canada	836 125	956 266
	5 687 513 \$	5 860 231 \$

4. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu du programme conjoint de protection civile, le gouvernement du Canada verse annuellement au Fonds, des subventions pouvant atteindre 1,5 M\$, pour le développement du réseau intersites de radiocommunications du gouvernement du Québec. Ce projet devrait se terminer en 1993-1994. Ces subventions qui étaient à recevoir au 31 mars, sont comptabilisées en diminution des éléments suivants:

	1991	1990
Coût des services de télécommunications	340 625 \$	71 555 \$
Frais d'administration	836 125	956 266
Immobilisations	323 250	472 179
	1 500 000 \$	1 500 000 \$

5. IMMOBILISATIONS

	1991		1990
	Coût net* ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de radio-communications	4 478 022 \$	1 182 249 \$	3 295 773 \$
Équipement de communications informatiques	5 269 234	3 912 754	1 356 480
Équipement de bureautique et informatique	980 223	470 268	509 955
Équipement de communications téléphoniques	116 244	29 061	87 183
Infrastructure de radiocommunications	6 215 204	1 283 701	4 931 503
Matériel roulant	103 763	101 973	1 790
Mobilier de bureau	235 429	125 650	109 779
Améliorations locatives	128 087	33 970	94 117
	17 526 206 \$	7 139 626 \$	10 386 580 \$
			11 545 812 \$

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

5. IMMOBILISATIONS (suite)

* Comprend les subventions du gouvernement du Canada comptabilisées en diminution des immobilisations lesquelles se répartissent comme suit:

	Au 31 mars 1990	Imputation de l'année	Au 31 mars 1991
Équipement de radiocommunications	331 925 \$	183 880 \$	515 805 \$
Équipement de bureautique et informatique	186 920	59 096	246 016
Infrastructure de radiocommunications	928 362	80 274	1 008 636
Mobilier de bureau	66 187	-	66 187
	<u>1 513 394 \$</u>	<u>323 250 \$</u>	<u>1 836 644 \$</u>

6. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Sans intérêt, remboursable par versements annuels variant de 250 000 \$ à 1 145 952 \$, échéant le 31 mars 2005	10 895 952 \$	11 145 952 \$
Versement échéant en deçà d'un an	<u>250 000</u>	<u>250 000</u>
	<u>10 645 952 \$</u>	<u>10 895 952 \$</u>

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochaines années financières se détaillent comme suit:

1992	250 000 \$
1993	250 000
1994	500 000
1995	500 000
1996	500 000

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des baux à long terme échéant à diverses dates jusqu'au 30 septembre 1998 pour des locaux administratifs.

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1991 concernant ces locaux administratifs s'élève à 865 256 \$. Cette dépense a été comptabilisée au coût des services de télécommunications pour un montant de 524 865 \$ et aux frais d'administration pour un montant de 340 391 \$. Les paiements minimaux futurs s'établissent comme suit:

1992	929 445 \$
1993	791 935
1994	791 935
1995	791 935
1996	791 935
1997 et subséquemment	<u>1 979 839</u>
	<u>6 077 024 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

8. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Revenus	91 393 676 \$	88 643 642 \$
Dépenses		
Coût des services de télécommunications	953 209	1 004 270
Frais d'administration		
Honoraires professionnels	93 698	13 432
Frais de formation	18 120	-
Loyers	340 391	324 426
Entretien et réparations	20 220	49 783
Fournitures	49 127	56 805
Publicité	28 367	16 436
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	330 256	1 189 535

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de télécommunications du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 9 août 1991

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
SERVICES INFORMATIQUES		
Revenus	26 702 430 \$	26 270 753 \$
Coût (incluant l'amortissement des immobilisations reliées à l'informatique de 858 172 \$; 1990: 783 513 \$)	<u>22 624 846</u>	<u>22 509 176</u>
Revenu brut	<u>4 077 584</u>	<u>3 761 577</u>
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 712 399	1 642 899
Honoraires professionnels	165 964	378 644
Déplacements	33 010	21 400
Communication	45 941	43 850
Loyers	409 946	402 101
Matériel informatique et équipement	40 524	63 610
Gardiennage et sécurité	31 851	24 693
Fournitures	121 466	157 712
Formation	20 200	13 080
Autres frais	43 355	31 730
Perte sur aliénations d'immobilisations	63 241	96 717
Amortissement du mobilier de bureau	<u>156 884</u>	<u>150 916</u>
	<u>2 844 781</u>	<u>3 027 352</u>
REVENU NET	<u>1 232 803 \$</u>	<u>734 225 \$</u>

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	2 256 634 \$	1 522 409 \$
Redressement au 1 ^{er} avril 1990: Changement apporté dans la comptabilisation des contrats de location et d'entretien de matériel et de logiciels informatiques (note 3)	<u>270 542</u>	<u>-</u>
Solde redressé	2 527 176	1 522 409
Revenu net	<u>1 232 803</u>	<u>734 225</u>
SOLDE À LA FIN	<u>3 759 979 \$</u>	<u>2 256 634 \$</u>

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	1 232 803 \$	734 225 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	1 015 056	934 429
Perte sur aliénations d'immobilisations	<u>63 241</u>	<u>96 717</u>
	2 311 100	1 765 371
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	<u>(109 587)</u>	<u>(2 429 374)</u>
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	<u>2 201 513</u>	<u>(664 003)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrats de location - acquisition:		
Emprunt	-	3 931
Remboursements	(17 675)	(17 929)
Conversion de l'apport du Gouvernement en dette à long terme:		
Apport du gouvernement du Québec	-	(3 954 505)
Dû au Fonds consolidé du revenu	<u>-</u>	<u>3 954 505</u>
Liquidités utilisées pour les activités de financement	<u>(17 675)</u>	<u>(13 998)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations	<u>(1 027 603)</u>	<u>(723 761)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	1 156 235	(1 401 762)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	<u>1 437 598</u>	<u>2 839 360</u>
LIQUIDITÉS À LA FIN	<u>2 593 833 \$</u>	<u>1 437 598 \$</u>

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et le billet à recevoir.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	693 833 \$	437 598 \$
Billet à recevoir (note 4)	1 900 000	1 000 000
Débiteurs		
Ministères et organismes	3 952 019	3 768 819
du gouvernement du Québec	21 516	33 413
Autres	333 864	-
Frais payés d'avance	6 901 232	5 239 830
Immobilisations (note 5)	<u>2 169 427</u>	<u>2 220 121</u>
	<u>9 070 659 \$</u>	<u>7 459 951 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	1 339 056 \$	1 214 018 \$
Obligations découlant de contrats de location -		
acquisition (note 6)	15 709	17 675
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	<u>500 000</u>	<u>250 000</u>
	1 854 765	1 481 693
Obligations découlant de contrats de location -		
 acquisition (note 6)	1 410	17 119
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 7)	<u>3 454 505</u>	<u>3 704 505</u>
	<u>5 310 680</u>	<u>5 203 317</u>
EXCÉDENT	<u>3 759 979</u>	<u>2 256 634</u>
	<u>9 070 659 \$</u>	<u>7 459 951 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 8)		

Bernard Beauchemin
Administrateur du Fonds des
services informatiques

Brigitte Bourque
Sous-ministre des Communications

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24 et modifications), a pour objet de financer les coûts des services informatiques fournis par le ministère des Communications à la demande des ministères, des organismes publics ou autres définis par le Gouvernement.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	<u>Taux</u>
Équipement de bureautique et d'informatique	20 % et 33 %
Mobilier de bureau	20 %
Logiciels d'exploitation	33 %

Contrats de location

Lorsque, aux termes d'un bail, pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété du bien loué sont à l'avantage ou à la charge du Fonds, le coût du bien loué ainsi que la valeur actuelle de l'obligation en découlant sont comptabilisés comme s'il s'agissait d'une acquisition d'actif et d'un emprunt. Les biens faisant ainsi l'objet d'un contrat de location - acquisition sont amortis de la même manière que les autres immobilisations.

Les loyers découlant de contrats de location-exploitation sont imputés aux opérations.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter du présent exercice, la dépense relative aux contrats de location et d'entretien de matériel et de logiciels informatiques est imputée aux opérations en fonction de la durée des contrats alors qu'auparavant elle était imputée entièrement aux opérations de l'année financière au cours de laquelle le contrat était payé. L'effet de cette modification sur les années financières antérieures au 31 mars 1991 a été comptabilisé au 1^{er} avril 1990 directement à l'état de l'excédent de l'année financière terminée le 31 mars 1991.

Les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990 n'ont pas été redressés pour tenir compte de cette modification.

Cette modification d'une convention comptable appliquée de façon rétroactive a pour effet d'augmenter les postes suivants des états financiers de la présente année financière.

	<u>1991</u>
Frais payés d'avance	331 620 \$
Excédent	331 620
Revenu net	61 078

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. BILLET À RECEVOIR

Billet à recevoir du ministère des Finances portant intérêt au taux de 9,50 % et échéant le 5 avril 1991. Les intérêts perçus sur ce billet sont versés au Fonds consolidé du revenu.

5. IMMOBILISATIONS

	1991		1990
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net
Équipement de bureautique et d'informatique	2 429 413 \$	966 826 \$	1 462 587 \$
Mobilier de bureau	787 435	487 744	299 691
Logiciels d'exploitation	1 643 245	1 263 839	379 406
	4 860 093	2 718 409	2 141 684
Équipement de bureautique et d'informatique détenu en vertu de contrats de location - acquisition	75 336	47 593	27 743
	4 935 429 \$	2 766 002 \$	2 169 427 \$

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION - ACQUISITION

Les paiements minimaux exigibles sur les obligations découlant de contrats de location - acquisition s'établissent comme suit:

1992	17 736 \$
1993	1 592
Total des paiements minimaux exigibles	19 328
Montant représentant les intérêts à un taux de 11,43 %	2 209
	17 119
Versements échéant en deçà d'un an	15 709
	1 410 \$

7. Dû AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Effet à payer, sans intérêt jusqu'au 31 mars 2000, remboursable par versements annuels minimums de 250 000 \$; après cette période, le solde non remboursé portera alors intérêt	3 954 505 \$	3 954 505 \$
Versement échéant en deçà d'un an	500 000	250 000
	3 454 505 \$	3 704 505 \$

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de baux à long terme s'échelonnant jusqu'en 1995 pour la location et l'entretien d'équipement de bureautique et d'informatique et de logiciels d'exploitation.

FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

8. ENGAGEMENTS (suite)

La dépense de loyer de l'année financière terminée le 31 mars 1991 concernant ces biens s'élève à 8 823 171 \$ et a été comptabilisée au coût des services informatiques. Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1992	5 278 602 \$
1993	3 575 030
1994	847 289
1995	<u>64 884</u>
	<u>9 765 805 \$</u>

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement dans la comptabilisation des contrats de location et d'entretien de matériel et de logiciels informatiques expliqué à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 23 juillet 1991

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u> (note 3)
VENTES	2 192 887 \$	1 624 794 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 4)	<u>1 249 422</u>	<u>920 660</u>
REVENU BRUT	943 465	704 134
REVENU NET DE SERVICES SPÉCIALISÉS	480 069	346 149
AUTRES REVENUS	<u>49 920</u>	<u>6 895</u>
	<u>1 473 454</u>	<u>1 057 178</u>
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	1 092 530	927 820
Honoraires professionnels	59 207	8 583
Communications	57 306	51 020
Loyers	195 082	138 293
Entretien et réparations	40 505	21 607
Fournitures et approvisionnements	50 743	59 432
Mauvaises créances	2 894	26 585
Intérêts et frais bancaires	20 237	2 250
Matériel et équipement	49 917	74 048
Amortissement des immobilisations	<u>101 139</u>	<u>85 622</u>
	<u>1 669 560</u>	<u>1 395 260</u>
PERTE NETTE	<u>196 106 \$</u>	<u>338 082 \$</u>

DÉFICIT
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
SOLDE AU DÉBUT		
Solde déjà établi	22 752 \$	- \$
Redressement affecté à l'année financière antérieure (note 3)	<u>315 330</u>	<u>-</u>
Solde redressé	338 082	-
Perte nette	<u>196 106</u>	<u>338 082</u>
SOLDE À LA FIN	<u>534 188 \$</u>	<u>338 082 \$</u>

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u> (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	676 962 \$	36 830 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	433 252	310 534
Autres	465 127	421 381
Contributions pour des services spécialisés à recevoir		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	183 332	-
Gouvernement du Canada	200 000	200 000
Stocks	255 340	284 467
Frais payés d'avance	-	3 407
	<u>2 214 013</u>	<u>1 256 619</u>
Immobilisations (note 5)	<u>319 294</u>	<u>342 486</u>
	<u>2 533 307 \$</u>	<u>1 599 105 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	500 201 \$	334 826 \$
Autres	431 378	413 402
Dû au Fonds consolidé du revenu	-	350 334
Revenus reportés		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	1 308 345	61 276
Autres	<u>379 135</u>	<u>228 913</u>
	<u>2 619 059</u>	<u>1 388 751</u>
Avance du Fonds consolidé du revenu (note 6)	<u>448 436</u>	<u>548 436</u>
	<u>3 067 495</u>	<u>1 937 187</u>
DÉFICIT	<u>534 188</u>	<u>338 082</u>
	<u>2 533 307 \$</u>	<u>1 599 105 \$</u>

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information
géographique et foncière

Guy Morneau
Sous-Ministre associé aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.R.Q., chapitre M-15.1 et modifications) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage et de cadastre ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment.

Ce Fonds est administré par le ministère de l'Énergie et des Ressources. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement, dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus, sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Stocks

Les stocks de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'ANNÉE FINANCIÈRE ANTÉRIEURE

Des corrections ont été effectuées aux montants des ventes et du revenu net de services spécialisés de l'année financière terminée le 31 mars 1990 principalement pour comptabiliser à titre de revenus reportés des revenus non réalisés au 31 mars 1990. Ces corrections ont pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990 :

Ventes	(229 000) \$
Revenu net de services spécialisés	(86 330)
Perte nette	315 330
Débiteurs	(29 000)
Revenus reportés	286 330
Déficit	315 330

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Stocks au début	284 467 \$	283 342 \$
Achats	<u>1 220 295</u>	<u>921 785</u>
	1 504 762	1 205 127
Stocks à la fin	<u>255 340</u>	<u>284 467</u>
	<u>1 249 422 \$</u>	<u>920 660 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée*</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Matériel et équipement	<u>505 695 \$</u>	<u>186 401 \$</u>	<u>319 294 \$</u>	<u>342 486 \$</u>

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
* Coût ou valeur attribuée		
Solde au début	428 108 \$	178 735 \$
Acquisitions	108 149	249 373
Dispositions	<u>(30 562)</u>	<u>-</u>
Solde à la fin	<u>505 695 \$</u>	<u>428 108 \$</u>

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Avances ne portant pas intérêt et sans modalités de remboursement	448 436 \$	448 436 \$
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire et échéant le 31 mars 1994 et pouvant être remboursées par anticipation	<u>-</u>	<u>100 000</u>
	<u>448 436 \$</u>	<u>548 436 \$</u>

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

7. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Revenus		
Autres - biens et services (incluant ceux des services spécialisés)	4 294 124 \$	2 287 128 \$
Dépenses		
Traitements et avantages sociaux (incluant ceux pour les services spécialisés)	1 240 220	1 001 271
Autres	273 697	221 034

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et l'état du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 18 septembre 1991

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
REVENUS		
Services rendus	<u>1 037 307 \$</u>	<u>1 259 738 \$</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	643 439	718 849
Honoraires professionnels	12 462	19 431
Frais de déplacement et de séjour	2 329	61 519
Communications	55 794	40 559
Services informatiques	102 236	131 906
Bandes de données statistiques	33 160	90 999
Logiciels et matériel informatique	28 554	9 735
Impressions et frais de bureau	107 022	100 995
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	38 221	52 795
Autres	12 965	7 025
Amortissement des immobilisations	35 108	21 299
Amortissement des frais reportés	<u>4 098</u>	<u>4 098</u>
	<u>1 075 388</u>	<u>1 259 210</u>
PERTE NETTE ET DÉFICIT	<u>38 081 \$</u>	
REVENU NET (note 4)		<u>528 \$</u>

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	- \$	7 650 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	159 831	289 491
Autres	121 823	79 475
Travaux en cours		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	-	88 613
Autres	1 330	9 900
Frais payés d'avance	<u>6 508</u>	<u>-</u>
	289 492	475 129
Immobilisations (note 3)	98 697	33 890
Frais reportés	<u>12 012</u>	<u>16 110</u>
	<u>400 201 \$</u>	<u>525 129 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	32 650 \$	- \$
Créditeurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	41 779	40 598
Autres	18 309	44 499
Intérêts courus	9 544	13 504
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	<u>-</u>	<u>528</u>
	102 282	99 129
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	336 000	426 000
DÉFICIT	<u>38 081</u>	<u>-</u>
	<u>400 201 \$</u>	<u>525 129 \$</u>

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du Bureau
de la statistique du Québec

Claude Séguin
Sous-Ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8 et modifications), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus sont capitalisés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. Les autres immobilisations sont imputées aux opérations.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans à compter de la date de leur utilisation.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et du déficit.

3. IMMOBILISATIONS

	1991			1990
	Coût*	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique	168 520 \$	70 983 \$	97 537 \$	32 067 \$
Mobilier et équipement	1 989	829	1 160	1 823
	<u>170 509 \$</u>	<u>71 812 \$</u>	<u>98 697 \$</u>	<u>33 890 \$</u>
* Coût			<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde au début			70 594 \$	57 757 \$
Acquisitions			<u>99 915</u>	<u>12 837</u>
Solde à la fin			<u>170 509 \$</u>	<u>70 594 \$</u>

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde au début	528 \$	43 624 \$
Revenu net de l'exercice	-	528
Sommes encaissées pour le compte du Fonds consolidé du revenu		39 836
Remises	<u>(528)</u>	<u>(83 460)</u>
Solde à la fin	<u>- \$</u>	<u>528 \$</u>

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 décembre 1997 et remboursables par anticipation	<u>336 000 \$</u>	<u>426 000 \$</u>

6. TRANSACTIONS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Revenus		
Services rendus	646 240 \$	996 334 \$
Frais d'opération et d'administration		
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	38 221	52 795
Autres	132 388	146 724

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1990 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1991.

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Compte tenu de l'absence d'un système d'information de gestion adéquat au Bureau de la statistique du Québec, je n'ai pu m'assurer de l'intégralité et de l'exactitude du montant des traitements et avantages sociaux qui auraient dû être imputé au Fonds pour services rendus sur des projets de production statistique. Par conséquent, ma vérification s'est limitée au montant des traitements et des avantages sociaux versés par le Fonds et je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés à la dépense de traitements et avantages sociaux et à la perte nette de l'année financière terminée le 31 mars 1991 ainsi qu'à l'actif, au passif et au déficit à cette date.

À mon avis, à l'exception de l'effet des éventuels redressements dont il est question au paragraphe précédent, que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier adéquatement la dépense de traitements et d'avantages sociaux, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991 ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Non-conformité des opérations

Selon une décision du Conseil du trésor approuvant les modalités de gestion du Fonds, celui-ci n'est pas autorisé à compenser, par des prêts en ressources humaines, l'utilisation de services d'employés réguliers payés à même le budget du Bureau de la statistique du Québec. Or, le Fonds applique ce principe de compensation malgré cette restriction.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 20 septembre 1991

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

<u>Dépôts provenant de</u>	<u>Solde au 31 mars 1990</u>	<u>Dépôts reçus ou encaissés</u>	<u>Dépôts rem- boursés ou remis au Fonds conso- lidé du revenu</u>	<u>Solde au 31 mars 1991</u>
Sociétés, organismes et particuliers	50 060 246 \$	60 816 791 \$	60 658 532 \$	50 218 505 \$
Officiers de justice	50 818 165	137 249 443	139 414 126	48 653 482
Municipalités	<u>855 289</u>	<u>895 252</u>	<u>481 056</u>	<u>1 269 485</u>
	<u>101 733 700 \$</u>	<u>198 961 486 \$</u>	<u>200 553 714 \$</u>	<u>100 141 472 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
ACTIF		
Encaisse	1 301 012 \$	2 440 124 \$
Valeurs détenues		
Obligations	43 419 019	43 449 034
Bons du trésor de gouvernements	312 000	280 000
Avances au Fonds consolidé du revenu	<u>55 109 441</u>	<u>55 564 542</u>
	<u>100 141 472 \$</u>	<u>101 733 700 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Sociétés, organismes et particuliers	50 218 505 \$	50 060 246 \$
Officiers de justice	48 653 482	50 818 165
Municipalités	<u>1 269 485</u>	<u>855 289</u>
	<u>100 141 472 \$</u>	<u>101 733 700 \$</u>

Le Sous-Ministre des Finances,

Claude Séguin

FONDS EN FIDÉICOMMIS**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991**

1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

Les Fonds en fidéicomis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu des lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5 et modifications).

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan des Fonds en fidéicomis administrés par le gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au Sous-Ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des Fonds en fidéicomis au 31 mars 1991, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 5 juillet 1991

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-24)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u> (note 3)
REVENUS		
Ventes et abonnements	9 108 111 \$	7 135 156 \$
Services et autres	<u>229 647</u>	<u>164 359</u>
	9 337 758	7 299 515
 COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 4)	 <u>5 628 930</u>	 <u>5 263 221</u>
REVENU BRUT	<u>3 708 828</u>	<u>2 036 294</u>
FRAIS DE COMMERCIALISATION (note 5)	4 483 759	3 741 436
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 5)	<u>2 051 438</u>	<u>1 513 319</u>
	6 535 197	5 254 755
PERTE AVANT SUBVENTION	2 826 369	3 218 461
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	<u>3 980 286</u>	<u>2 969 505</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	<u>1 153 917 \$</u>	<u>(248 956) \$</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
DÉFICIT AU DÉBUT		
Solde déjà établi	(326 656) \$	- \$
Redressement affecté à l'année financière antérieure (note 3)	<u>77 700</u>	-
	(248 956)	-
 Revenu net (perte nette)	 <u>1 153 917</u>	 <u>(248 956)</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	<u>904 961 \$</u>	<u>(248 956) \$</u>

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u> (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	253 930 \$	800 897 \$
Débiteurs		
Ministères et organismes du gouvernement du Québec	747 837	445 555
Autres	790 422	402 582
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	332 786	104 505
Stocks (note 6)	2 192 563	1 690 891
Frais payés d'avance	<u>-</u>	<u>52 626</u>
	4 317 538	3 497 056
Immobilisations (note 7)	405 656	471 483
Frais reportés (note 8)	<u>208 854</u>	<u>168 887</u>
	<u>4 932 048 \$</u>	<u>4 137 426 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	1 268 446 \$	1 435 386 \$
Revenus perçus d'avance	<u>797 783</u>	<u>990 138</u>
	2 066 229	2 425 524
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	<u>1 960 858</u>	<u>1 960 858</u>
	4 027 087	4 386 382
EXCÉDENT (DÉFICIT)	<u>904 961</u>	<u>(248 956)</u>
	<u>4 932 048 \$</u>	<u>4 137 426 \$</u>

Jean-Paul Gagné
Administrateur du Fonds Les
Publications du Québec

Jacques Pigeon
Sous-ministre des Communications

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1991****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds Les Publications du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24), a pour objet le financement des activités de l'Éditeur officiel du Québec et celles relatives à la vente de ses produits ainsi que tous les services fournis par le ministre des Communications dans la gestion des droits d'auteur, l'édition, la publication, la diffusion et la commercialisation de documents.

Ce Fonds est administré par le ministère des Communications. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements provenant de publications dont le nombre de parutions est indéterminé, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'abonnement. Pour celles dont le nombre de parutions est déterminé, les revenus d'abonnements sont comptabilisés au fur et à mesure de leur parution.

Redevances

Les opérations reliées au paiement ou à la réception de redevances sont établies et comptabilisées aux dates spécifiées aux ententes.

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations.

Stocks

Les stocks de produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût des stocks de produits finis.

Les stocks de produits en cours ne comprennent que les frais directs d'édition.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

Frais reportés

Les frais reportés transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres frais reportés sont inscrits au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 %.

3. REDRESSEMENT AFFECTÉ À L'ANNÉE FINANCIÈRE ANTÉRIEURE

Une correction a été effectuée au montant des frais reportés au 31 mars 1990 pour capitaliser des honoraires professionnels relatifs aux frais de développement de systèmes informatiques. Cette correction a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990.

Frais d'administration	(77 700) \$
Perte nette	(77 700)
Frais reportés	77 700
Déficit	(77 700)

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	<u>1991</u>		<u>1990</u>
Stocks de produits en cours au début	<u>131 908</u>	\$	<u>62 569</u> \$
Frais directs d'édition	<u>4 709 252</u>		<u>4 418 979</u>
Main-d'oeuvre directe d'édition	<u>953 288</u>		<u>901 078</u>
Frais généraux de fabrication			
Traitements et avantages sociaux	284 748		175 222
Honoraires professionnels	58 434		20 438
Transport et communications	18 516		26 838
Loyers	151 688		249 751
Entretien et réparations	1 671		11 728
Fournitures et approvisionnements	16 572		16 215
Matériel et équipement	3 417		537
Autres	-		126
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	<u>21 310</u>		<u>17 127</u>
	<u>556 356</u>		<u>517 982</u>
	6 350 804		5 900 608
Stocks de produits en cours à la fin	<u>71 273</u>		<u>131 908</u>
Coût des produits fabriqués	6 279 531		5 768 700
Achats de marchandises pour la revente	<u>341 144</u>		<u>357 259</u>
	6 620 675		6 125 959
Moins: coûts facturés aux clients	<u>(429 438)</u>		<u>(514 442)</u>
	6 191 237		5 611 517
Stocks de produits finis au début	<u>1 558 983</u>		<u>1 210 687</u>
	7 750 220		6 822 204
Stocks de produits finis à la fin	<u>2 121 290</u>		<u>1 558 983</u>
	<u>5 628 930</u>	\$	<u>5 263 221</u> \$

5. FRAIS DE COMMERCIALISATION ET D'ADMINISTRATION

	<u>1991</u>		<u>1990</u>	
	<u>Frais de commercia- lisation</u>	<u>Frais d'adminis- tration</u>	<u>Frais de commercia- lisation</u>	<u>Frais d'adminis- tration</u>
Traitements et avantages sociaux	2 224 819 \$	1 271 527 \$	1 925 325 \$	893 095
Honoraires professionnels	204 156	210 295	472 660	117 834
Transport et communications	1 108 462	216 224	502 007	196 459
Loyers	696 023	157 694	625 311	133 963
Entretien et réparations	20 056	17 269	32 383	32 730
Fournitures et approvisionnements	115 748	44 725	58 091	18 924
Matériel et équipement	9 963	4 854	7 430	8 191
Autres	1 582	12 040	231	10 472
Amortissement des immobilisations et des frais reportés	<u>102 950</u>	<u>116 810</u>	<u>117 998</u>	<u>101 651</u>
	<u>4 483 759</u> \$	<u>2 051 438</u> \$	<u>3 741 436</u> \$	<u>1 513 319</u>

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

6. STOCKS

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Produits en cours	71 273 \$	131 908 \$
Produits finis	<u>2 121 290</u>	<u>1 558 983</u>
	<u>2 192 563 \$</u>	<u>1 690 891 \$</u>

7. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée*</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipement informatique	276 966 \$	142 324 \$	134 642 \$	177 031 \$
Mobilier de bureau	186 429	117 237	69 192	114 193
Équipement de bureautique	170 793	54 171	116 622	115 031
Améliorations locatives	94 972	38 367	56 605	27 272
Équipement d'entrepôt	51 770	23 175	28 595	35 621
Matériel roulant	<u>4 670</u>	<u>4 670</u>	-	<u>2 335</u>
	<u>785 600 \$</u>	<u>379 944 \$</u>	<u>405 656 \$</u>	<u>471 483 \$</u>

* Coût ou valeur attribuée

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde au début	663 905 \$	380 753 \$
Acquisitions	<u>121 695</u>	<u>283 152</u>
Solde à la fin	<u>785 600 \$</u>	<u>663 905 \$</u>

8. FRAIS REPORTÉS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée*</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Frais de développement de systèmes informatiques	297 996 \$	93 809 \$	204 187 \$	162 175 \$
Droits d'auteur	<u>8 757</u>	<u>4 090</u>	<u>4 667</u>	<u>6 712</u>
	<u>306 753 \$</u>	<u>97 899 \$</u>	<u>208 854 \$</u>	<u>168 887 \$</u>

* Coût ou valeur attribuée

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde au début	213 241 \$	93 986 \$
Acquisitions	<u>93 512</u>	<u>119 255</u>
Solde à la fin	<u>306 753 \$</u>	<u>213 241 \$</u>

FONDS LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

9. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable des publications gouvernementales	1 803 090 \$	1 803 090 \$
Solde dû suite au transfert d'immobilisations et de frais reportés du ministère des Communications	<u>157 768</u>	<u>157 768</u>
	<u>1 960 858 \$</u>	<u>1 960 858 \$</u>

Ces dettes, ne portant pas intérêt, échoient le 31 mars 1995. Après cette date, le solde non remboursé portera alors intérêt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds Les Publications du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et l'état de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 24 septembre 1991

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES
(L.R.Q., c. M-23.01)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u> (12 mois)	<u>1990</u> (6 mois)
REVENUS		
Location d'équipements informatiques	19 223 836 \$	11 031 137 \$
(Perte nette) Gain net sur aliénations d'immobilisations	<u>(2 677)</u>	<u>283 665</u>
	<u>19 221 159</u>	<u>11 314 802</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Amortissement des immobilisations	16 298 885	7 542 631
Intérêts sur montants dus au Fonds consolidé du revenu	2 419 792	1 466 286
Traitements et avantages sociaux	78 884	37 421
Loyers	4 982	2 414
Autres	<u>12 255</u>	<u>1 978</u>
	<u>18 814 798</u>	<u>9 050 730</u>
REVENU NET	406 361	2 264 072
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>2 264 072</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT À LA FIN	<u>2 670 433 \$</u>	<u>2 264 072 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1991

ACTIF	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Encaisse	22 452 \$	2 632 \$
Débiteurs - Ministères et organismes du gouvernement du Québec	<u>923 885</u>	<u>68 185</u>
	946 337	70 817
Immobilisations (note 3)	<u>33 738 989</u>	<u>33 627 327</u>
	<u>34 685 326 \$</u>	<u>33 698 144</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	3 400 358 \$	1 411 137 \$
Intérêts courus	<u>732 886</u>	<u>1 466 285</u>
	4 133 244	2 877 422
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	<u>27 881 649</u>	<u>28 556 650</u>
	32 014 893	31 434 072
EXCÉDENT	<u>2 670 433</u>	<u>2 264 072</u>
	<u>34 685 326 \$</u>	<u>33 698 144 \$</u>

Jean-Claude Careau
Administrateur du Fonds pour les
équipements informatiques
Clermont Gignac
Sous-Ministre des Approvisionnements
et services

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds pour les équipements informatiques, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., chapitre M-23.01 et modifications), a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques et de louer ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Ce Fonds est administré par le ministère des Approvisionnements et Services. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} octobre 1989.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions énoncées ci-dessous.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes et les taux suivants:

	<u>Méthode</u>	<u>Taux</u>
Équipements informatiques	Solde dégressif	40 %
Mobilier et équipement	Linéaire	20 %

Régimes de retraite

La contribution de l'employeur au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas présentée dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. IMMOBILISATIONS

	<u>1991</u>			<u>1990</u>
	<u>Coût ou valeur attribuée*</u>	<u>Amortissement accumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Net</u>
Équipements informatiques	57 538 109 \$	23 800 155 \$	33 737 954 \$	33 625 997 \$
Mobilier et équipement	<u>1 478</u>	<u>443</u>	<u>1 035</u>	<u>1 330</u>
	<u>57 539 587 \$</u>	<u>23 800 598 \$</u>	<u>33 738 989 \$</u>	<u>33 627 327 \$</u>
			<u>1991</u>	<u>1990</u>
* Coût ou Valeur attribuée			41 130 974 \$	31 198 597 \$
Acquisitions			16 414 713	10 474 377
Dispositions			<u>(6 100)</u>	<u>(542 000)</u>
			<u>57 539 587 \$</u>	<u>41 130 974 \$</u>

FONDS POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

4. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
Solde dû suite au transfert de l'actif net du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques à la valeur attribuée, portant intérêt au taux de 10,64 % payable semestriellement et sans modalités de remboursement	16 678 649 \$	20 316 650 \$
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire échéant la même année que les contrats de location d'équipements informatiques concernés et sans modalités de remboursement	<u>11 203 000</u> 27 881 649 \$	<u>8 240 000</u> 28 556 650 \$

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

J'ai vérifié le bilan du Fonds pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général adjoint

Québec, le 3 juin 1991

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u> (note 3)
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	107 462 271 \$	112 834 263 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	5 586 553	1 208 935
Produit d'emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	4 000 000
Du Fonds spécial olympique	-	8 000 000
	<u>113 048 824</u>	<u>126 043 198</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement par anticipation de la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	50 000 000
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	36 761 935	44 898 025
Parachèvement des installations olympiques Biodôme	27 204 701	12 259 379
Remboursement d'emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	4 000 000
Du Fonds spécial olympique	-	8 000 000
Intérêts sur les emprunts à court terme:		
Du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	-	62 692
Du Fonds spécial olympique	10 120	-
	<u>74 545 907</u>	<u>119 220 096</u>
AUGMENTATION DU FONDS	38 502 917	6 823 102
SOLDE DU FONDS REDRESSÉ AU DÉBUT (note 3)	<u>24 580 012</u>	<u>17 756 910</u>
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>63 082 929 \$</u>	<u>24 580 012 \$</u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1991

	<u>1991</u>	<u>1990</u> (note 3)
ACTIF		
Encaisse	488 078 \$	344 314 \$
Dépôts à terme et placements temporaires - au coût	51 936 820	20 810 270
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	6 555 350	4 508 813
Fonds consolidé du revenu	3 896 699	882 725
Autres	460	1 679
Intérêts courus	<u>205 522</u>	<u>92 593</u>
	<u>63 082 929 \$</u>	<u>26 640 394 \$</u>
PASSIF		
Dû à la Régie des installations olympiques	- \$	2 060 382 \$
Solde du Fonds	<u>63 082 929</u>	<u>24 580 012</u>
	<u>63 082 929 \$</u>	<u>26 640 394 \$</u>
Bob Mc Cullough Administrateur du Fonds spécial olympique		

Claude Séguin
Le Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1991

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976 chapitre 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie des installations olympiques.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Le produit d'aliénations d'actifs immobiliers de la Régie est comptabilisé lors de son encaissement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

3. SOLDE DU FONDS REDRESSÉ AU DÉBUT

Redressement affecté aux années financières antérieures

	<u>1991</u>	<u>1990</u>
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT		
Solde déjà établi	26 640 394 \$	19 801 033 \$
Redressement		
Remboursement d'un trop perçu sur le produit d'aliénations d'actifs mobiliers de la Régie des installations olympiques	<u>2 060 382</u>	<u>2 044 123</u>
SOLDE DU FONDS REDRESSÉ AU DÉBUT	<u>24 580 012 \$</u>	<u>17 756 910 \$</u>

Au cours de l'année financière, une réclamation de la Régie des installations olympiques au montant de 2 060 382 \$ a été reçue et payée par le Fonds spécial olympique. Ce montant représente un trop versé au Fonds spécial olympique à l'égard d'aliénations d'actifs mobiliers par la Régie des installations olympiques au cours des années 1976 à 1990.

Les états financiers de l'année financière terminée le 31 mars 1990 ont été redressés, ce qui a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants:

	<u>1990</u>
Produit d'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	(16 259) \$
Dû à la Régie des installations olympiques	2 060 382
Solde du Fonds	(2 060 382)

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1991, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 12 août 1991

ÉTATS FINANCIERS DU FONDS RENOUVELABLE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1991

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1991

	1991	1990
		(note 3)
REVENUS		
Services	20 466 864 \$	20 294 109 \$
Autres	42 551	
	<u>20 509 415</u>	<u>20 294 109</u>
FRAIS D'OPÉRATION (note 5)		
Dépenses assumées par le Fonds renouvelable (note 6)		
Entretien et réparations	4 027 435	4 178 447
Pièces de rechange et fournitures	2 636 524	2 601 128
Carburant	3 124 302	3 386 705
Communications	926 615	916 161
Location d'équipement	281 172	775 971
Services professionnels, administratifs et autres	523 992	324 551
Matériel et équipement	194 380	134 467
Autres	69 251	38 449
	<u>11 783 671</u>	<u>12 355 879</u>
REVENU NET VIRÉ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (note 9)	<u>8 725 744 \$</u>	<u>7 938 230 \$</u>

FONDS RENOUELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

BILAN
au 31 mars 1991

	1991	1990 (note 3)
ACTIF		
Encaisse	15 480 956 \$	12 173 610 \$
Débiteurs		
Ministères, organismes et entreprises du gouvernement du Québec	1 021 282	1 295 387
Autres	341 973	608 484
Dépôt sur acquisition d'un avion	641 624	
Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant	6 813 946	6 960 431
Frais de remotorisation d'avions (note 7)	9 983 769	5 646 996
	<u>34 283 550 \$</u>	<u>26 684 908 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	1 402 677 \$	2 506 777 \$
Solde dû sur acquisition de pièces de rechange (note 8)	469 607	492 609
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	27 727 266	19 001 522
	<u>29 599 550</u>	<u>22 000 908</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance du Fonds consolidé du revenu	4 684 000	4 684 000
	<u>34 283 550 \$</u>	<u>26 684 908 \$</u>

CESSATION DES ACTIVITÉS DU FONDS
RENOUELABLE (note 4)

André Fiset
Pour le contrôleur des Finances

Jean-Guy Paquin
Administrateur du Fonds renouvelable
du service aérien gouvernemental.

FONDS RENOUEVABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1991

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental a été constitué à même les crédits votés du ministère des Transports.

Ce Fonds renouvelable a pour objet de défrayer les frais d'exploitation du service aérien de la flotte gouvernementale, déterminés par le Conseil du trésor. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Le ministère des Finances détermine chaque année en accord avec le ministère des Transports les remises au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

2. Conventions comptables**Opérations**

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Stock de pièces de rechange, fournitures et carburant

Les pièces de rechange, fournitures et carburant sont inscrits au moindre du prix coûtant ou de la valeur de réalisation nette. Le prix coûtant est établi selon la méthode de l'épuisement successif. Quant aux pièces de rechange et aux fournitures qui ont été achetées en dollars américains, leur coût est converti en dollars canadiens selon un taux de change moyen pondéré déterminé en fin d'année financière.

Frais de remotorisation

Les coûts directs relatifs à la remotorisation d'avions sont capitalisés. Aucun amortissement n'est inscrit jusqu'à ce que les avions soient remis en service.

Immobilisations

Les acquisitions de matériel et d'équipement sont imputées aux frais d'opération du Fonds.

Conversion de devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière autres que ceux de stocks de pièces de rechange et de fournitures, sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les achats impayés au 31 mars sont convertis au taux de change prévalant à cette date.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter de la présente année financière, le Fonds capitalise les coûts directs relatifs à la remotorisation des avions alors qu'auparavant ils étaient imputés aux opérations.

Cette modification appliquée de façon rétroactive a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	1991	1990
Opérations		
Frais de remotorisation d'avions	(4 336 773)\$	(4 231 432)\$
Revenu net viré au Fonds consolidé du revenu	4 336 773	4 231 432
Bilan		
Frais de remotorisation d'avions	9 983 769	5 646 996
Dû au Fonds consolidé du revenu	9 983 769	5 646 996

4. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS RENOUEVABLE

La Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports (1990, chapitre 38) sanctionnée le 25 octobre 1990 et entrée en vigueur le 1er avril 1991 a institué le Fonds du service aérien gouvernemental. La mise en opération de ce Fonds, le 1er avril 1991, a entraîné la cessation des opérations du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental à cette date.

FONDS RENOUELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1990

4. CESSATION DES OPÉRATIONS DU FONDS RENOUELABLE (suite)

L'actif et le passif et toutes les ententes et responsabilités du Fonds renouvelable ainsi que toutes les transactions contractuelles conclues entre le Fonds renouvelable, ses clients et ses fournisseurs, ont été transférés par le gouvernement du Québec le 1er avril 1991 au Fonds du service aérien gouvernemental.

5. DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les dépenses assumées à même le Fonds consolidé du revenu ne sont pas présentées aux états financiers du Fonds renouvelable. Ces dépenses sont estimées et se détaillent comme suit:

	1991	1990
Traitements	9 103 404 \$	8 857 912 \$
Avantages sociaux	1 456 545	1 417 266
Intérêts	1 854 173	1 917 130
Loyers	1 723 265	1 684 205
Acquisition d'aéronefs	608 919	552 763
Communications	148 373	138 476
Matériel et équipement	90 804	110 725
Services professionnels, administratifs et autres		227 752
Autres		25 585
	<u>14 985 483 \$</u>	<u>14 931 814 \$</u>

Les immobilisations, notamment les aéronefs, les bâtiments, les équipements mobiles et les outillages spécialisés, sont mises gratuitement à la disposition du Fonds renouvelable par le gouvernement du Québec.

6. DÉPENSES ASSUMÉES PAR LE FONDS RENOUELABLE

Les frais d'exploitation de la flotte aérienne du ministère des Transports affectée au transport des personnes et des marchandises et à la protection de la forêt sont assumés par le Fonds renouvelable à l'exception des traitements, des services de téléphonie, du loyer des immeubles, des dépenses de nature "capital" autres que celles spécifiées par le Gouvernement et des autres dépenses d'administration qui sont assumées par le Fonds consolidé du revenu.

7. FRAIS DE REMOTORISATION D'AVIONS

Le Fonds renouvelable a poursuivi, au cours de l'année financière, la remotorisation de deux avions CL-215. Une homologation provisoire a été obtenue de Transport Canada à l'égard de ces deux appareils. Advenant l'éventualité que les appareils ne reçoivent pas une accréditation de navigabilité de Transport Canada, le fournisseur devrait rembourser au Fonds renouvelable le coût total des travaux. L'encaissement de ce remboursement serait porté aux résultats de l'année financière alors en cours.

8. SOLDE DÛ SUR ACQUISITION DE PIÈCES DE RECHANGE

Ce poste représente le solde au 31 mars 1991 s'appliquant à la partie des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition d'un avion-ambulance, assumée par le Fonds renouvelable. Ce contrat conclu au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1988 par le ministère des Transports est d'une durée maximale de 17 ans. Suite à une entente avec ce ministère, le Fonds renouvelable assume la partie des obligations du contrat reliée aux pièces de rechange, soit un montant total de 541 300 \$, en y excluant les intérêts y afférents.

Les versements à effectuer sur ce solde dû au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

1992	25 219 \$
1993	27 847
1994	30 750
1995	33 955
1996	37 493

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1991

9. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1991	1990
Revenus nets accumulés		
Solde au début		
Solde déjà établi	6 778 143 \$	3 071 345 \$
Redressement		
Modification de la convention comptable relative aux frais de remotorisation d'avions (note 3)	5 646 996	1 415 564
Solde redressé	12 425 139	4 486 909
Revenu net de l'année financière	8 725 744	7 938 230
Solde à la fin	21 150 883	12 425 139
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1984	3 193 307	3 193 307
Pièces de rechange, fournitures et carburant mis à la disposition du Fonds renouvelable le 1er avril 1988	3 383 076	3 383 076
	<u>27 727 266 \$</u>	<u>19 001 522 \$</u>

10. TRANSACTION DE L'ANNÉE FINANCIÈRE AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1991	1990
Revenus		
Services	<u>6 685 524 \$</u>	<u>6 730 036 \$</u>

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

J'ai vérifié le bilan du Fonds renouvelable du service aérien gouvernemental du Québec au 31 mars 1991 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1991, ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive de la modification apportée à la convention comptable portant sur les frais de remotorisation d'avions expliquée à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,

Guy Breton, f.c.a.
Vérificateur général par intérim

Québec, le 9 octobre 1991

**DÉTAIL DES FOURNISSEURS
DU FONDS RENOUVELABLE**

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Divers fournisseurs : 11 930 156

Aastra Aerospace Inc., 39 132; Aero-Novation Inc., 254 267; Aero Recip (Canada) Ltd, 165 535; Aviall, 51 091; Aviation Leclerc Inc., 126 598; Bell Helicopter Textron, 35 193; BSP Aerospace Products, 51 983; Cafétérias Chabot Inc., 73 774; California Engine Service Inc., 376 089; Canadian Aero Accessories Ltd, 36 300; Club Voyages Qué-Bourg, 77 183; Conifair Aviation Inc., 1 924 461; Distribution d'énergie Crie du Canada Inc., 55 476; Dowty Aerospace Corporation, 60 992; Execaire Inc., 39 309; Flightsafety Canada Ltd, 122 738; Fonds des fournitures et de l'ameublement, 40 423; Hélipro Inc., 191 882; Héroux Inc., 177 384; Industrielle - Services techniques, 295 403; Insured Aircraft Title Service, 636 321; Lamarre, Caty, Houle Ltée, 79 198; Maryland Air Industries Inc., 35 564; Métro Parts Inc., 86 697; Mosanto Canada Inc., 82 429; Patlon Aircraft Industries Ltée, 63 131; Pédro-Canada Inc., 249 390; PÉTROLES : Esso Canada, 1 631 078, Therrien Inc., 163 916; Pole Air Aviation Inc., 68 291; Pratt & Whitney Canada Inc., 36 825; Produits Shell Canada Ltée, 672 234; Standard Aéro Ltd, 56 800; Starber International Inc., 138 968; TSS Group, 145 330; VILLES: La Tuque, 90 507; Maniwaki, 141 116.

COMPTES INFÉRIEURS À 35 000 \$: 3 357 148.



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Ministère des Finances



QMDF A 003951